

Balance suisse des paiements 2007

Septembre 2008

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALE SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2007

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, *Publications*.

Impression

FO-Fotorotar, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source.

Imprimé en

septembre 2008

ISSN 1661-1497 (version sur papier)
ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

Page

4	Résumé
6	Balance des transactions courantes
8	Biens
10	Services
13	Revenus du travail
14	Revenus de capitaux
16	Transferts courants
17	Mouvements de capitaux
18	Investissements directs
20	Investissements de portefeuille
21	Produits dérivés et structurés
22	Autres mouvements de capitaux
22	Crédits des banques commerciales
22	Crédits des entreprises
23	Réserves monétaires
24	Erreurs et omissions nettes
25	Commentaires
28	Fondements juridiques
29	Bases méthodologiques
31	Définition des groupes de branches
32	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
A1	Tableaux
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Résumé

L'évolution favorable de l'économie et la crise qui a éclaté sur les marchés financiers ont fortement influé sur la balance suisse des paiements en 2007. Les échanges de biens et de services avec l'étranger ont marqué une vive expansion, en raison de la bonne conjoncture; des taux de croissance à deux chiffres ont été observés tant du côté des exportations que de celui des importations. Dans la seconde moitié de l'année, la crise qui a frappé le marché de l'immobilier aux Etats-Unis a toutefois pesé sur les revenus de capitaux tirés des filiales établies à l'étranger. Le solde actif de la balance des transactions courantes a ainsi diminué d'une année à l'autre. Dans les mouvements de capitaux, les exportations nettes n'ont pas atteint leur niveau de l'année précédente. Leur fléchissement est dû à un fort recul des flux vers l'étranger au titre des investissements directs et des investissements de portefeuille. Dans le domaine des investissements directs, les entreprises suisses de l'industrie ont acquis des sociétés à l'étranger pour un montant nettement inférieur à celui de 2006. En outre, les banques ont subi de lourdes pertes à la suite de la crise qui a secoué le marché hypothécaire aux Etats-Unis. Du fait de ces pertes, leurs bénéficiaires réinvestis ont basculé dans les chiffres rouges. Les turbulences sur les marchés financiers ont également influé sur les investissements de portefeuille à l'étranger; d'une année à l'autre, les sorties de capitaux dans ce domaine ont fortement fléchi.

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes a dégagé un solde actif de 68 milliards de francs, contre 71 milliards en 2006. Ce montant représente 13% du produit intérieur brut (2006: 15%). Les pertes enregistrées par les filiales à l'étranger des banques ont joué un rôle déterminant dans la diminution de ce solde. Elles ont en effet entraîné un sensible recul des revenus tirés des investissements directs à l'étranger.

Dans les échanges de biens avec l'étranger (commerce spécial), l'évolution a été très dynamique en particulier au cours des trois premiers trimestres. Toutes les branches exportatrices ont pu accroître leurs ventes. Les importations de biens ont augmenté dans la même proportion que les exportations. Les recettes tirées des exportations de services ont progressé grâce surtout aux banques, aux compagnies d'assurances et au commerce de transit (*merchanding*). Dans le tourisme également, l'activité a été très forte, et les recettes de la Suisse se sont sensiblement accrues. Les dépenses plus élevées au titre des licences et brevets ont joué un rôle déterminant dans l'accroissement des importations de services. Les dépenses pour des voyages à l'étranger (tourisme) ont elles aussi augmenté d'une année à l'autre.

Les composantes des revenus de capitaux n'ont pas évolué de manière homogène. L'augmentation des capitaux investis et la hausse des taux d'intérêt ont généré une vive progression des revenus découlant des investissements de portefeuille et des opérations d'intérêts des banques. En outre, la plupart des branches ont tiré des revenus plus élevés de leurs investissements directs à l'étranger. Dans l'ensemble toutefois, les revenus provenant des investissements directs à l'étranger ont reculé du fait des pertes importantes que les banques ont essuyées à la suite de la crise sur le marché américain de l'immobilier.

Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds portant sur 48 milliards de francs, contre 88 milliards en 2006. Cette diminution s'explique principalement par des sorties de capitaux moins élevées en vue d'investissements directs et d'investissements de portefeuille à l'étranger.

Les sorties de capitaux au titre des investissements directs à l'étranger ont fléchi, passant de 94 milliards en 2006 à 57 milliards l'année suivante. Les acquisitions opérées par des entreprises de l'industrie, en fort recul d'une année à l'autre, ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. En 2007, les entreprises suisses ont investi principalement dans l'UE (à 27) et dans les pays d'Amérique centrale et du Sud. Par contre, des capitaux ont été réduits aux Etats-Unis du fait des pertes subies par les filiales des banques. Les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 46 milliards de francs, contre 41 milliards en 2006. Ces entrées de capitaux ont ainsi atteint un niveau record qui a découlé notamment de la reprise d'une grande entreprise chimique par des investisseurs étrangers. Du fait de cette reprise, les flux de capitaux étrangers vers l'industrie suisse ont sensiblement augmenté d'une année à l'autre. Mais ceux vers le secteur des services ont diminué. En 2006, la reprise d'une grande compagnie d'assurances avait toutefois entraîné un afflux élevé de capitaux vers ce secteur.

Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 25 milliards de francs, contre 54 milliards en 2006. Une fois encore, ils ont acheté des titres de créance et des parts de placements collectifs, mais vendu des actions. Quant aux investisseurs étrangers, ils ont acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 2 milliards de francs. La moitié de ce montant a été placée en titres de créance, et l'autre en titres de participation. Dans le domaine des titres de participation d'émetteurs suisses, les investisseurs étrangers ont acheté des parts de placements collectifs et, en revanche, vendu des actions.

Les mouvements portant sur des produits dérivés et structurés ont débouché sur une exportation nette de capitaux de 13 milliards de francs, contre 4 milliards en 2006.

Dans les autres mouvements de capitaux, les banques et les entreprises ont opéré d'importantes entrées et sorties de fonds. Au total, il en a résulté une importation nette de capitaux de 2 milliards de francs (2006: 22 milliards).

Dans le cadre du second accord sur l'or, conclu le 8 mars 2004, la Banque nationale a vendu 145 tonnes de métal jaune au secteur privé. Elle a utilisé le produit de ces ventes pour acquérir des titres à hauteur de 4 milliards de francs.

Erreurs et omissions nettes

Les erreurs et omissions nettes portent sur -17 milliards de francs, après +21 milliards en 2006. Un tel montant représente 1% du total des transactions comptabilisées dans la balance des paiements. Il n'est pas inhabituel que ce poste résiduel de la balance des paiements enregistre de fortes fluctuations. On peut en déduire que celles-ci sont dues principalement à des lacunes dans la saisie des mouvements de capitaux.

Soldes de la balance des paiements

En milliards de francs

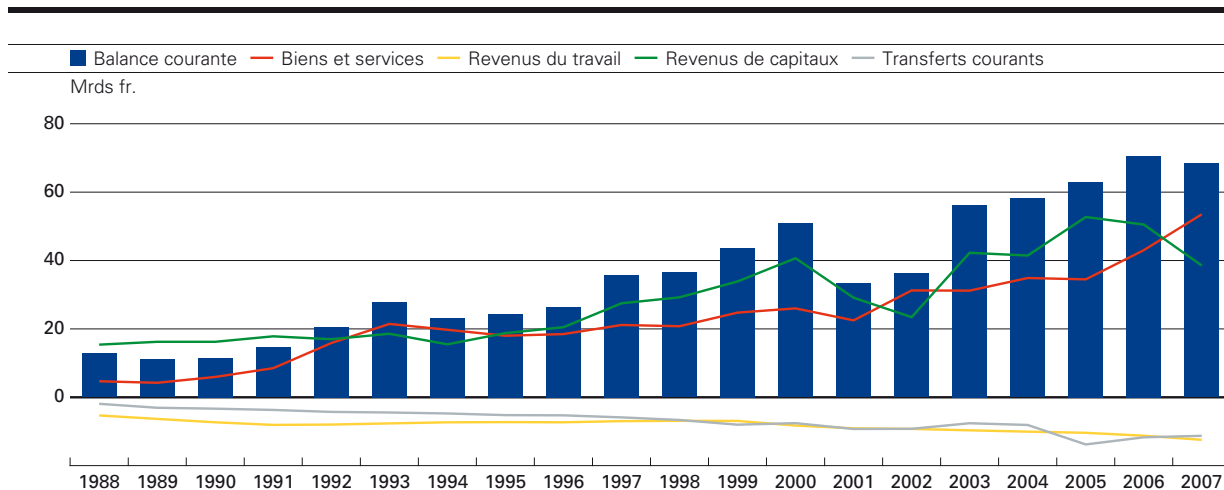
Tableau 1

	2003	2004	2005	2006	2007
Balance des transactions courantes	56.2	58.2	63.0	70.6	68.3
Biens	4.3	6.7	3.0	5.1	9.4
Services	26.9	28.2	31.5	38.0	44.1
Revenus du travail	-9.7	-10.0	-10.4	-11.2	-12.4
Revenus de capitaux	42.3	41.5	52.7	50.5	38.5
Transferts courants	-7.6	-8.1	-13.8	-11.7	-11.3
Transferts en capital	-0.9	-1.8	-0.8	-3.5	-2.8
Mouvements de capitaux	-35.2	-70.3	-85.8	-88.4	-48.1
Investissements directs	1.4	-31.5	-66.1	-53.0	-10.3
Investissements de portefeuille	-47.0	-49.7	-59.2	-53.5	-23.3
Produits dérivés et structurés				-3.7	-12.8
Autres mouvements de capitaux	14.9	12.8	16.8	22.2	2.2
dont					
crédits des banques commerciales	-6.8	16.9	1.9	23.5	7.1
crédits des entreprises	6.1	-12.7	16.9	15.6	3.3
Réserves monétaires	-4.5	-1.9	22.7	-0.4	-4.1
Erreurs et omissions nettes	-20.1	13.8	23.6	21.3	-17.4

Balance des transactions courantes

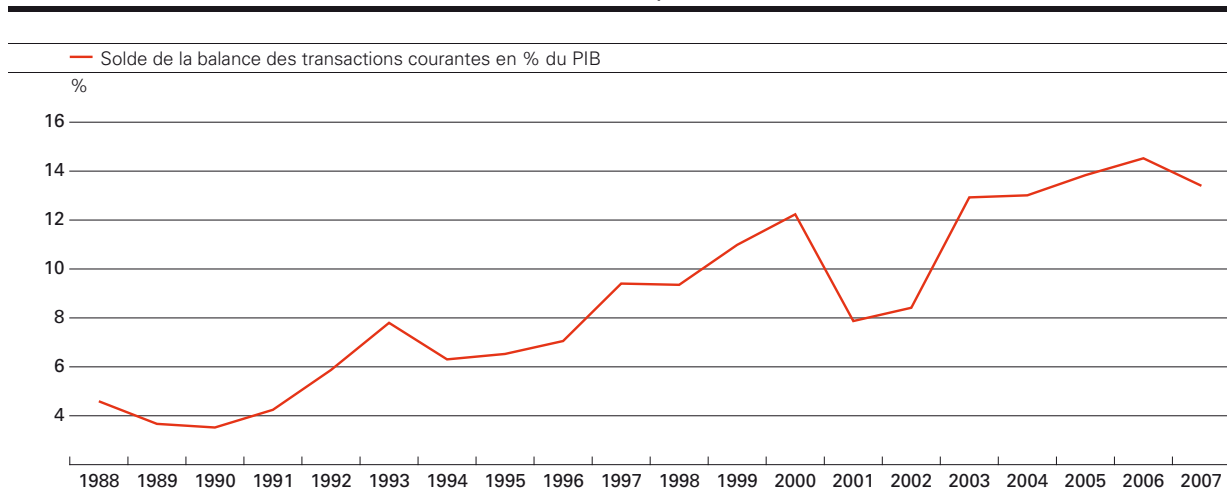
Le solde actif de la balance des transactions courantes a diminué, passant de 71 milliards de francs en 2006 à 68 milliards l'année suivante. Une fois encore, les échanges de biens et de services avec l'étranger ont vigoureusement progressé. Les exportations ayant augmenté davantage que les importations, l'excédent de recettes dans ce domaine s'est accru de 10 milliards pour atteindre 54 milliards de francs. Par contre, le solde actif des revenus de capitaux a fléchi de 12 milliards pour s'établir à 39 milliards de francs. Les pertes subies par les filiales à l'étranger des banques ont entraîné un recul des revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes de la Suisse). Quant aux revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses), ils ont nettement augmenté d'une année à l'autre.

Graphique 1
Balance des transactions courantes, solde



Graphique 2

Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



Biens

Commerce extérieur (commerce spécial)

Dans le commerce extérieur, tant les recettes tirées des exportations que les dépenses dues aux importations ont augmenté de 11%. Le solde actif de la balance commerciale a atteint 14 milliards de francs, soit un montant record.

Toutes les branches exportatrices ont pu accroître leurs ventes. Les exportations de la chimie – la principale branche exportatrice – ont progressé de 9%. Les produits pharmaceutiques ont joué un rôle déterminant dans cette progression. Les ventes à l'étranger de l'industrie métallurgique se sont accrues de 15%, mais une grande part de leur expansion a découlé de hausses de prix. Celles de l'industrie des machines et de l'électronique ont augmenté de 11%, et celles du domaine instruments de précision, horlogerie et bijouterie, de 13%.

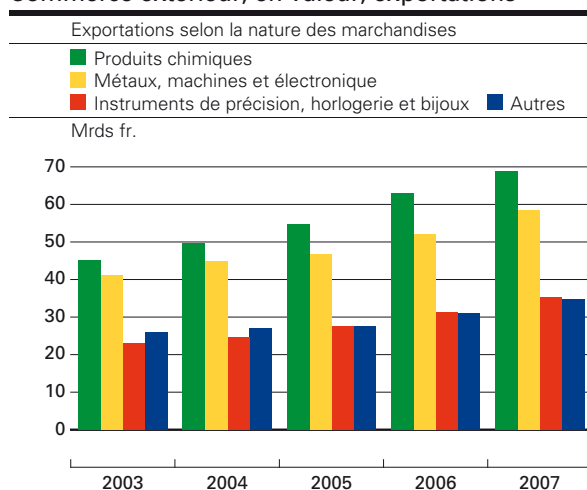
Les ventes aux pays de l'UE (à 27) ont progressé de 13%. L'Allemagne, le plus important partenaire commercial de la Suisse, a accru de 15% ses importations de produits suisses. Les exportations vers l'Italie et la France ont augmenté de respectivement 10% et 9%. Les ventes aux Etats-Unis ont par contre stagné. Quant aux exportations vers les pays en transformation, elles ont marqué une expansion de 26%, soit un rythme nettement supérieur à la moyenne. Les ventes de machines à la Chine et à la Russie et celles de produits pharmaceutiques à ce dernier pays ont beaucoup contribué à cette évolution.

Dans les importations, on notera en particulier la vive croissance des achats de matières premières et produits semi-finis (+19%), croissance qui est due surtout à des produits chimiques. Les achats à l'étranger de biens d'équipement ont augmenté de 10%, et ceux de biens de consommation ont progressé de 9%. Les importations d'agents énergétiques ont en revanche diminué de 6%. Leur évolution s'explique par un recul des quantités importées, les prix ayant marqué de légères hausses dans ce domaine.

Les importations en provenance de l'UE (à 27) ont augmenté de 11%; l'Allemagne a accru de 13% ses ventes à la Suisse. Les achats aux Etats-Unis ont progressé de 14%. Une croissance nettement plus forte, soit de 28%, a été enregistrée pour les importations en provenance des pays en transformation; les livraisons de la Chine, en particulier celles du groupe de marchandises «Machines et électronique», ont marqué une très vive expansion.

Graphique 3

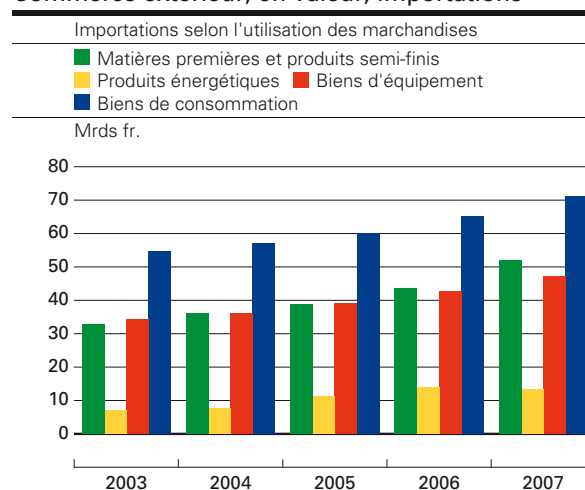
Commerce extérieur, en valeur, exportations



Source: AFD

Graphique 4

Commerce extérieur, en valeur, importations



Source: AFD

Autres biens

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution des «Autres biens». Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations qui portent sur les quantités comme sur les prix. En 2007, les exportations se sont accrues de 16%, tandis que les importations ont fléchi de 7%. Ainsi, l'excédent des importations sur les exportations a diminué, passant de 7 milliards à 5 milliards de francs d'une année à l'autre.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2007: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations en milliards de francs	Importations en milliards de francs	Exportations Variation en % par rapport à l'année précédente	Importations Variation en % par rapport à l'année précédente
UE à 27	124.4	150.3	12.9	11.3
dont				
Allemagne	41.1	62.2	14.9	12.8
France	16.7	17.9	9.4	4.5
Italie	17.5	20.6	10.1	11.7
Etats-Unis	18.4	9.4	0.8	13.5
Pays en transformation	9.4	6.9	25.7	28.4
dont				
Chine	4.8	4.8	27.5	21.6
Economies émergentes	18.7	6.4	13.3	17.2
Pays en développement	14.6	6.1	17.8	-7.9
Autres	12.0	4.5	-5.4	-2.8
Total	197.5	183.6	11.3	11.0

Services

Tourisme

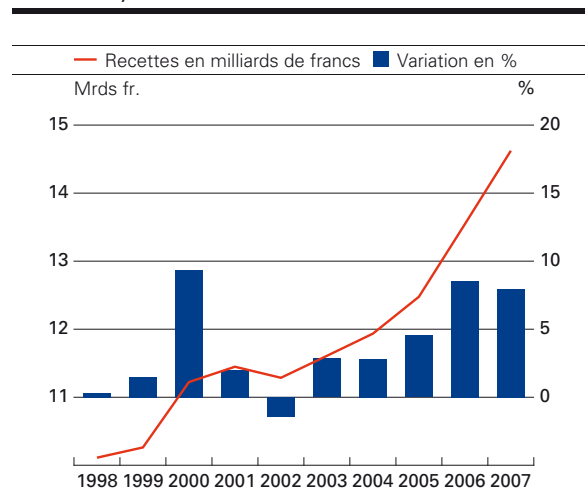
Les nuitées d'hôtes étrangers en Suisse ont continué à progresser d'une année à l'autre. Les recettes tirées du tourisme ont augmenté de 8% pour s'établir à 15 milliards de francs. Etant donné l'évolution du franc sur les marchés des changes, la Suisse a été un pays attrayant en particulier pour les hôtes venant de la zone euro et du Royaume-Uni. La bonne conjoncture économique dans les pays d'origine des hôtes a favorisé cette tendance. Une stagnation a cependant été observée du côté des visiteurs en provenance des Etats-Unis, du fait de la faiblesse du dollar. Dans le trafic journalier et de transit, les voyageurs étrangers ont dépensé en Suisse autant que l'année précédente.

Les dépenses des résidents pour leurs voyages de vacances et d'affaires à l'étranger se sont accrues de 10%. Les résidents ont cependant réduit de 6% leurs dépenses à l'étranger dans le trafic journalier. Au total, les dépenses de la Suisse au titre du tourisme ont augmenté de 6%, passant à 12 milliards de francs.

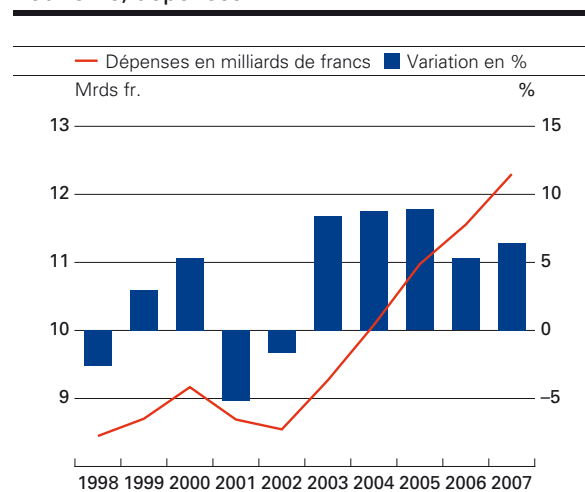
Assurances

Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une partie de ces primes est donc comptabilisée dans les «Services»; le reste des primes, les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions sont pris en compte dans les «Transferts courants». Les recettes tirées des exportations de prestations d'assurances ont progressé d'un quart pour atteindre 6 milliards de francs. Les dépenses pour des importations de prestations d'assurances ont quant à elles augmenté d'un tiers. Les affaires des réassureurs – le principal segment des opérations sur le plan international des compagnies d'assurances – dominant dans l'évolution tant des recettes que des dépenses. La reprise d'une compagnie d'assurances étrangère a entraîné un accroissement des primes dans la réassurance, les primes de la compagnie ainsi reprise étant depuis traitées par la centrale en Suisse.

Graphique 5
Tourisme, recettes



Graphique 6
Tourisme, dépenses



Commerce de transit

Les revenus tirés du commerce de transit (merchandise) se sont fortement accrus à la suite de la progression des chiffres d'affaires et de hausses de prix. Dans ce domaine, les recettes de la Suisse ont augmenté de 21 % pour atteindre 11 milliards de francs. Les biens ainsi échangés ont porté sur des agents énergétiques, à hauteur de la moitié, et sur d'autres matières premières, à hauteur d'un cinquième.

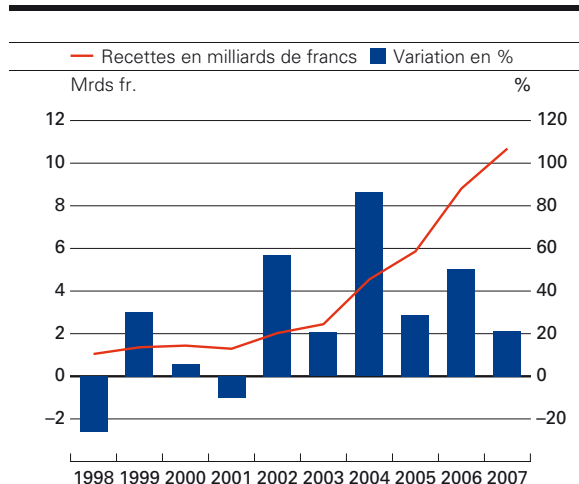
Transports

Les recettes issues des transports se sont établies à 7 milliards de francs, soit à un montant dépassant de 15% celui de l'année précédente. La plus forte progression a été observée pour les recettes tirées des transports de personnes (+17%), recettes qui découlent principalement du trafic aérien. Les recettes au titre des transports de marchandises se sont accrues de 12%. Celles qui proviennent des autres services en matière de transports – elles sont elles aussi en rapport avec le trafic aérien (maintenance, services d'enregistrement, taxes d'atterrissage) – ont progressé de 14%.

Les dépenses pour les transports ont augmenté de 11%, passant à 4 milliards de francs. Leur progression a été de 7% dans les transports de personnes et de 17% dans les autres services en matière de transports. Les dépenses dues aux transports de marchandises ne sont pas comptabilisées sous ce poste, étant donné qu'elles sont prises en compte dans les importations de biens.

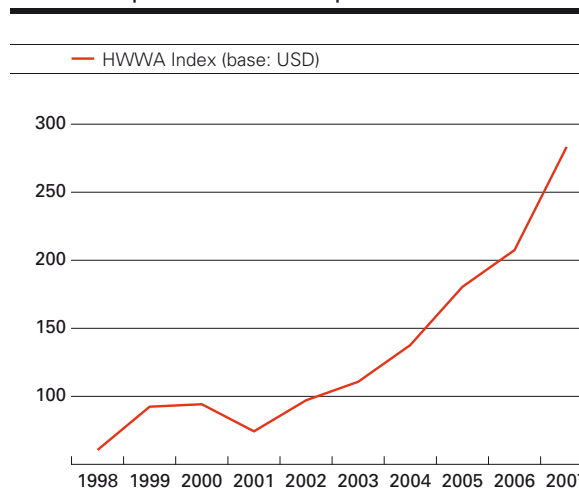
Graphique 7

Commerce de transit, recettes



Graphique 8

Indice des prix des matières premières



Source: Hamburgisches Weltwirtschaftsinstitut

Services financiers des banques

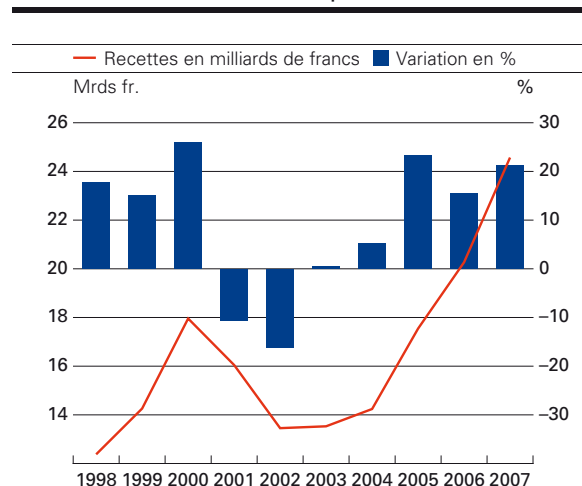
Les services financiers des banques englobent les opérations de commissions et les services financiers qui sont fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM). Dans l'évolution des services financiers des banques, les opérations de commissions jouent un rôle déterminant. Il s'agit principalement des courtages sur les opérations boursières et des rémunérations que les banques tirent de la gestion de fortune et des émissions de titres. Ces segments ont évolué d'une manière très dynamique en 2007; le produit des commissions a ainsi augmenté d'un quart d'une année à l'autre. Du côté des SIFIM, la progression a été beaucoup plus modérée, puisqu'elle s'est établie à 3%. Au total, les recettes tirées des services financiers des banques se sont accrues de 4 milliards pour atteindre 25 milliards de francs.

Services à contenu technologique

Dans les échanges avec l'étranger de services à contenu technologique, les droits pour l'utilisation de licences et de brevets jouent un rôle de premier plan. Ils sont constitués pour une part importante de droits facturés au sein même de groupes. Du côté des recettes de la Suisse, des progressions ont été observées principalement dans la branche des industries alimentaires et celle des machines. Au total, les recettes tirées des exportations de services à contenu technologique ont porté sur 11 milliards de francs, soit un montant dépassant de 8% celui de l'année précédente. Les dépenses se sont accrues de 19% pour atteindre 14 milliards de francs; la chimie en particulier a payé plus de droits pour l'utilisation de licences et brevets étrangers. Le solde passif de ces échanges a augmenté, passant d'un milliard en 2006 à 3 milliards de francs l'année suivante.

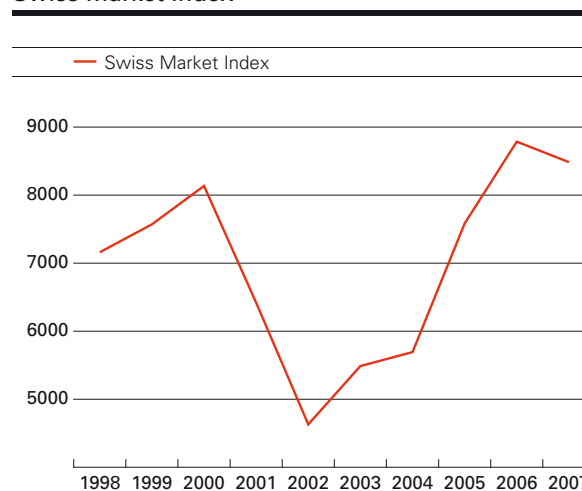
Graphique 9

Services financiers des banques, recettes



Graphique 10

Swiss Market Index



Source: SWX

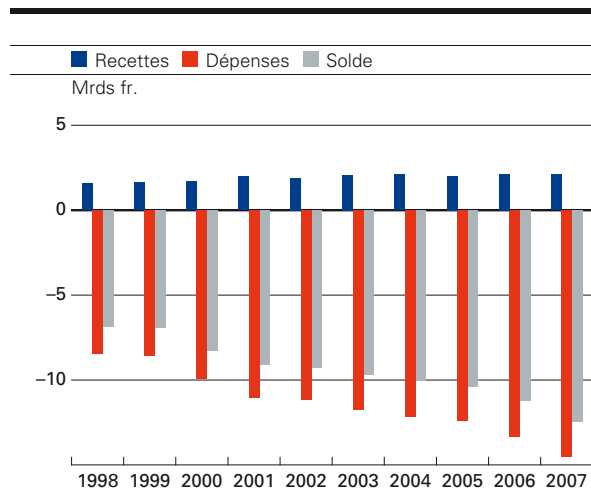
Revenus du travail

Dans les revenus du travail, les recettes de la Suisse portent principalement sur les salaires versés à des personnes travaillant pour des organisations internationales en Suisse. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par conséquent, comme non-résidentes. Les recettes de la Suisse sont restées à leur niveau de l'année précédente, soit à 2 milliards de francs.

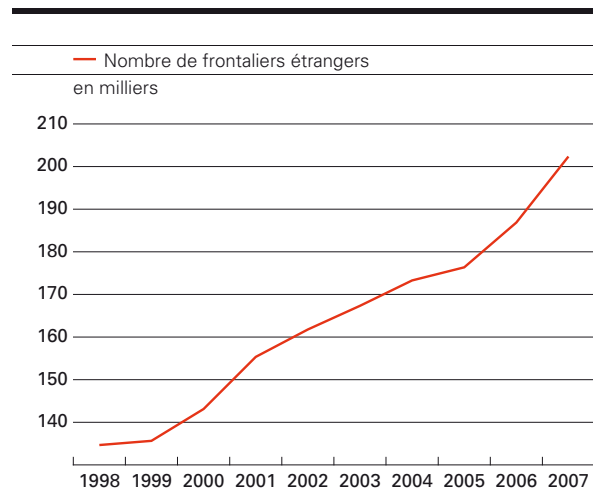
Dans les dépenses au titre des revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers jouent un rôle décisif. La conjoncture économique ayant évolué favorablement en Suisse, l'emploi de main-d'œuvre étrangère a continué à progresser. Ainsi, les salaires versés à l'étranger ont augmenté d'un milliard, passant à 15 milliards de francs.

Dans les revenus du travail, l'excédent de dépenses a atteint 12 milliards de francs, contre 11 milliards l'année précédente.

Graphique 11
Revenus du travail



Graphique 12
Frontaliers



Source: OFS

Revenus de capitaux

Revenus tirés des investissements de portefeuille

Les revenus que les investisseurs suisses ont tirés de leurs portefeuilles de titres d'émetteurs étrangers ont atteint 37 milliards de francs, soit un montant dépassant de 6 milliards celui de l'année précédente. Cette vigoureuse augmentation s'explique par des dividendes, des taux d'intérêt et des stocks de titres plus élevés. Les revenus découlant des titres de créance d'émetteurs étrangers ont progressé de 3 milliards pour s'établir à 21 milliards de francs. Les revenus issus de titres de participation (actions et placements collectifs) d'émetteurs étrangers se sont quant à eux accrus de 3 milliards, passant à 16 milliards de francs.

Les dépenses de la Suisse au titre des revenus découlant des investissements de portefeuille ont porté sur 21 milliards de francs, contre 17 milliards en 2006. Les dividendes versés sur les actions suisses ont atteint un montant record en 2007. Par conséquent, des divi-

dendes plus élevés ont été distribués aux investisseurs étrangers. Ces derniers ont en outre perçu des revenus plus importants sur leurs parts de placements collectifs.

Les revenus nets tirés des investissements de portefeuille ont progressé de 3 milliards, passant à 17 milliards de francs. Dans l'interprétation de ces chiffres, il convient de tenir compte du fait que les investissements des résidents en titres d'émetteurs étrangers sont plus élevés que ceux des non-résidents en titres d'émetteurs suisses. Aussi les recettes tirées des placements à l'étranger des résidents dépassent-elles généralement les dépenses dues aux placements en Suisse des non-résidents. En outre, la structure des placements se reflète dans les recettes et les dépenses. Les actions dominent très largement dans les portefeuilles de titres d'émetteurs suisses que détiennent les non-résidents. En revanche, les titres d'émetteurs étrangers dans les portefeuilles des investisseurs suisses sont constitués approximativement à parts égales de titres de participation et de titres de créance.

Revenus tirés des investissements de portefeuille

En milliards de francs

Tableau 3

	2006	2007
Recettes, total	30.8	37.0
Titres de créance	17.8	21.1
Titres de participation	13.0	15.9
Actions	5.6	6.4
Placements collectifs	7.5	9.5
Dépenses, total	16.9	20.6
Titres de créance	3.0	3.2
Titres de participation	13.9	17.4
Actions	11.1	14.1
Placements collectifs	2.7	3.3
Solde, total	13.9	16.5

Revenus tirés des investissements directs

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes de la Suisse) ont diminué, passant de 68 milliards en 2006 à 64 milliards de francs l'année suivante. Leur repli est dû aux pertes subies par les filiales à l'étranger des banques. Les revenus du secteur bancaire ont ainsi régressé d'une année à l'autre. En revanche, les revenus des autres branches ont progressé de 40%. Les sociétés financières et holdings qui sont établies en Suisse, mais en mains étrangères, ont tout particulièrement accru leurs revenus. De fortes fluctuations dans les revenus de ces entreprises n'ont cependant rien d'inhabituel.

Les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) se sont accrus de 10 milliards pour atteindre 40 milliards de francs. Tant les bénéfices transférés (dividendes versés) que les bénéfices réinvestis ont fortement augmenté. Les sociétés financières et holdings sont à l'origine de près de la moitié des dépenses de la Suisse dans ce domaine.

D'une année à l'autre, les revenus nets tirés des investissements directs ont sensiblement reculé à la suite d'une diminution des recettes et d'un accroissement des dépenses. Ils se sont établis à 24 milliards de francs, contre 38 milliards en 2006.

Autres revenus de capitaux

Les opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et les banques à l'étranger jouent un rôle dominant dans l'évolution des autres revenus de capitaux. Dans ce domaine, tant les recettes des banques que leurs dépenses se sont accrues vigoureusement à la suite de l'augmentation des créances et des engagements, mais aussi de la hausse des taux d'intérêt. L'excédent de recettes est resté stable à un milliard de francs.

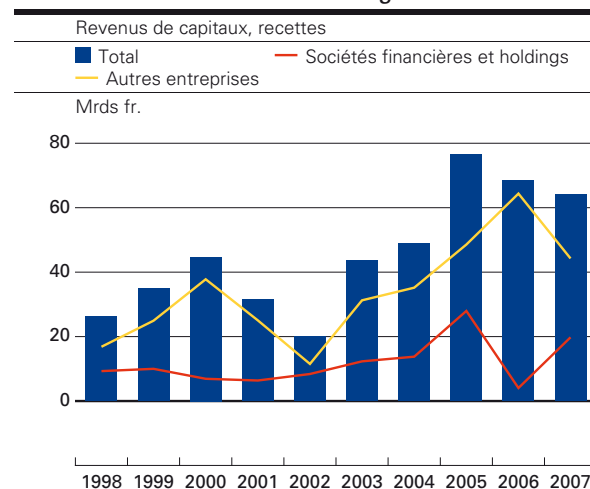
Revenus tirés des investissements directs

En milliards de francs

	2006	2007
Recettes, total	68.4	64.0
Bénéfices transférés	42.6	48.9
Bénéfices réinvestis	25.9	15.1
Dépenses, total	30.2	40.0
Bénéfices transférés	13.8	17.7
Bénéfices réinvestis	16.4	22.3
Solde, total	38.3	24.0

Graphique 13

Investissements directs à l'étranger



Graphique 14

Investissements directs en Suisse

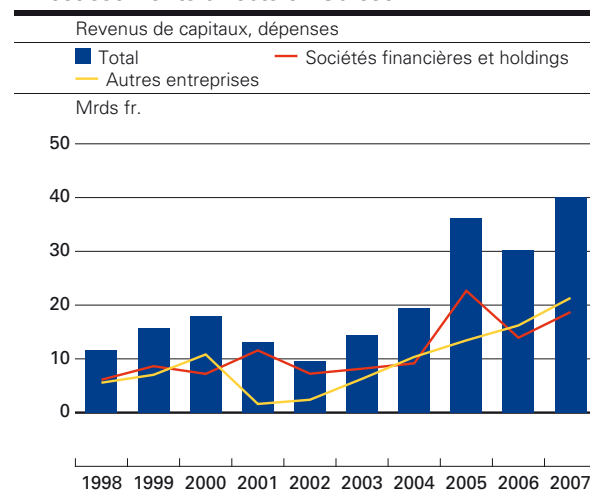


Tableau 4

Transferts courants

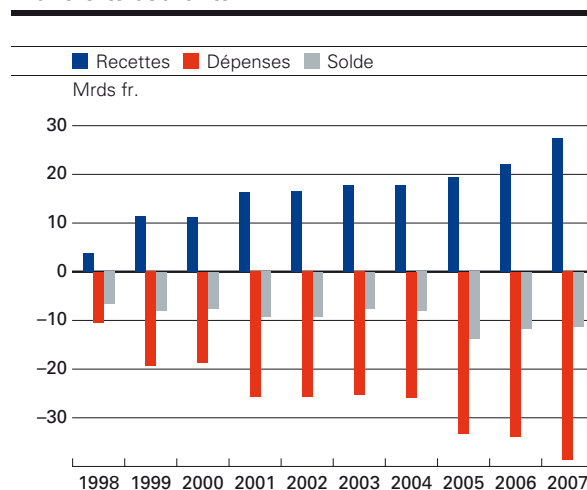
Les transferts courants de l'étranger vers la Suisse ont augmenté de 5 milliards pour s'établir à 27 milliards de francs. Leur accroissement a découlé des transferts du secteur privé, transferts qui ont porté sur 23 milliards de francs, contre 18 milliards en 2006. Ces transferts sont constitués principalement de primes encaissées par les compagnies d'assurances.

Les transferts courants de la Suisse vers l'étranger ont atteint 39 milliards de francs. Ils ont eux aussi augmenté de 5 milliards de francs. Ceux du secteur privé sont dus pour moitié aux prestations que les compagnies d'assurances ont versées à la suite de sinistres, prestations qui se sont sensiblement accrues. Les transferts opérés par la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et titulaires d'un permis de courte durée) ont une nouvelle fois progressé. Leur évolution s'explique par des salaires plus élevés et par des travailleurs étrangers plus nombreux. Quant aux transferts courants du secteur public, ils découlent essentiellement des assurances sociales et des contributions versées à des organisations internationales.

Au total, l'excédent de dépenses au titre des transferts courants a diminué d'un milliard, passant à 11 milliards de francs.

Graphique 15

Transferts courants

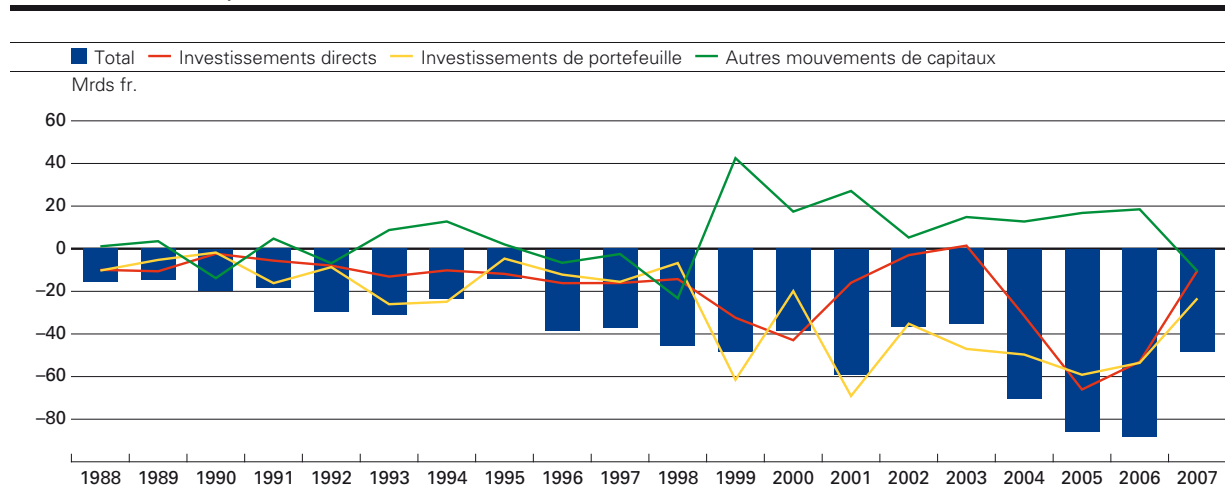


Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds portant sur 48 milliards de francs, contre 88 milliards en 2006. Ce sensible recul s'explique pour l'essentiel par des sorties nettes de capitaux moins élevées tant du côté des investissements directs que de celui des investissements de portefeuille. Dans les investissements directs, les sorties nettes de capitaux ont chuté, passant de 53 milliards à 10 milliards de francs. En 2007, les entreprises suisses ont moins investi à l'étranger, tandis que les investissements directs étrangers en Suisse ont atteint un montant record. Quant aux investissements de portefeuille, ils ont débouché sur une exportation nette de capitaux de 23 milliards de francs, soit un montant inférieur de 30 milliards à celui de l'année précédente. Les investisseurs suisses ont acquis moins de titres – de créance et de participation – d'émetteurs étrangers. Les autres postes des mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de capitaux de 15 milliards de francs, alors qu'une importation nette de 18 milliards avait été observée en 2006.

Graphique 16

Mouvements de capitaux, solde



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

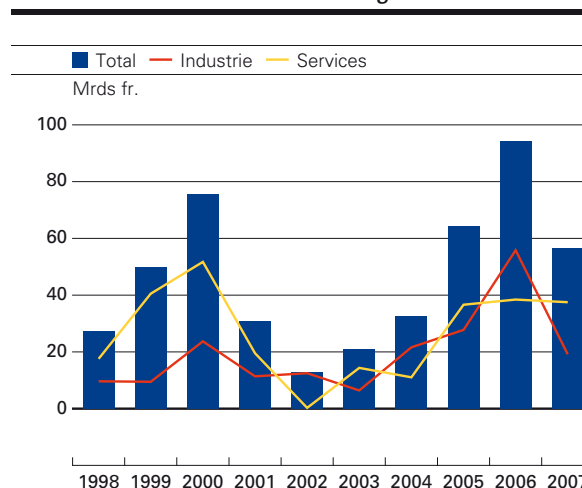
Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 57 milliards de francs, alors qu'elles avaient atteint un montant record, soit 94 milliards, l'année précédente. Leur recul est dû principalement aux acquisitions à l'étranger, qui ont fléchi d'une année à l'autre. En outre, les bénéfices réinvestis dans les filiales à l'étranger ont sensiblement diminué.

Le fléchissement des acquisitions à l'étranger a découlé surtout des entreprises de l'industrie, entreprises dont les flux d'investissements directs ont chuté, passant de 56 milliards en 2006 à 19 milliards de francs l'année suivante. Du côté des banques, les flux ont été marqués par deux évolutions opposées: d'une part, les banques ont enregistré, au titre des bénéfices réinvestis, un montant négatif à la suite de la crise qui a éclaté sur le marché de l'immobilier aux Etats-Unis et, d'autre part, elles ont renforcé la dotation en fonds propres de leurs filiales à l'étranger. Au total, les banques ont exporté des capitaux à hauteur de 12 milliards de francs, contre 22 milliards en 2006. En revanche, les sociétés financières et holdings ont investi à l'étranger un montant nettement supérieur à celui de l'année précédente. Leurs flux ont atteint 17 milliards de francs, contre 9 milliards l'année précédente. En outre, les entreprises de la branche «Transports et communications» ont elles aussi accru sensiblement leurs flux de capitaux vers l'étranger, du fait d'une importante acquisition. Elles ont ainsi investi 7 milliards de francs, contre un milliard en 2006. Quant aux compagnies d'assurances, elles ont vendu des filiales implantées à l'étranger, d'où un rapatriement de fonds à hauteur de 3 milliards de francs.

Dans leurs investissements à l'étranger, les entreprises suisses ont mis l'accent sur deux zones, à savoir l'UE (à 27) et l'Amérique centrale et du Sud. Leurs flux de capitaux vers les pays de l'UE ont porté sur 28 milliards de francs, contre 36 milliards en 2006. Le Luxembourg est le pays de l'UE qui a bénéficié de l'afflux le plus élevé, soit 13 milliards de francs. Un montant de 8 milliards a été investi aussi bien au Royaume-Uni qu'en Italie. Les entreprises suisses ont en outre investi 15 milliards de francs dans les pays d'Amérique centrale et du Sud (20 milliards en 2006); le Brésil en a reçu une part de 12 milliards de francs, part qui a découlé principalement d'opérations effectuées par des sociétés financières et holdings. Les flux de capitaux vers l'Asie ont diminué, passant de 10 milliards en 2006 à 9 milliards de francs l'année suivante. Singapour (4 milliards de francs) et le Japon (2 milliards) en ont été les principaux bénéficiaires. Par contre, des capitaux ont été réduits aux Etats-Unis, à hauteur de 7 milliards de francs. L'année précédente, les entreprises suisses avaient exporté des capitaux vers ce pays pour un montant de 21 milliards de francs en vue principalement d'acquisitions. En 2007, elles ont consacré beaucoup moins de fonds à des acquisitions.

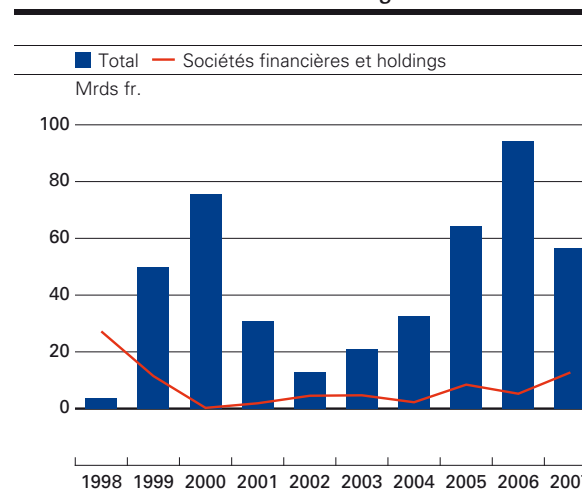
Graphique 17

Investissements directs à l'étranger



Graphique 18

Investissements directs à l'étranger



Investissements directs étrangers en Suisse

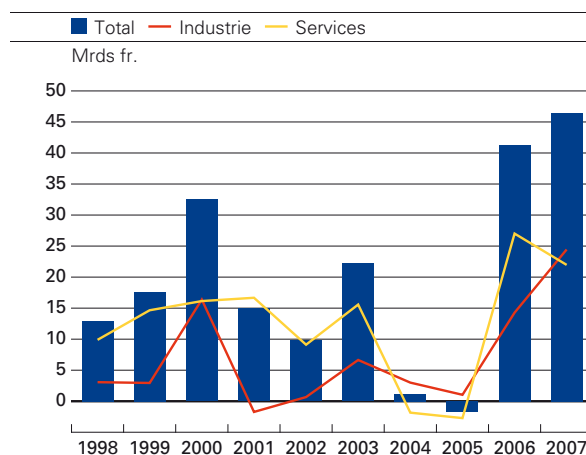
Les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux atteignant 46 milliards de francs, après 41 milliards en 2006. Jamais, jusqu'ici, un montant aussi élevé n'avait été observé dans ce domaine. Comme l'année précédente, les acquisitions ont joué un rôle majeur. Elles ont porté sur 23 milliards de francs, contre 22 milliards en 2006. Une fois encore, une seule acquisition a eu une influence décisive. En outre, les bénéfices réinvestis dans les filiales en Suisse se sont sensiblement accrus, passant de 16 milliards en 2006 à 22 milliards en 2007. Enfin, les crédits au sein de groupes ont conduit à une importation de capitaux à hauteur d'un milliard de francs, contre 3 milliards l'année précédente.

Les entreprises étrangères ont investi 24 milliards de francs dans l'industrie (2006: 14 milliards). L'accroissement s'explique en grande partie par la reprise, déjà évoquée ci-dessus, d'une importante entreprise de la chimie. Du fait notamment de cette acquisition, l'afflux de fonds étrangers vers la chimie a atteint 18 milliards de francs, contre 5 milliards l'année précédente. En outre, 5 milliards de francs (2006: 8 milliards) ont été investis dans des entreprises de la métallurgie et des machines, là également à la suite surtout d'acquisitions. Dans le secteur des services, les flux d'investissements directs ont par contre diminué, passant de 27 milliards à 22 milliards de francs d'une année à l'autre. En 2006, la reprise d'une grande compagnie d'assurances avait conduit à un afflux élevé de fonds vers ce secteur. Un montant de 12 milliards de francs a été investi dans les sociétés financières et holdings. Dans les services, cette branche a ainsi été celle qui a bénéficié de l'afflux de fonds étrangers le plus élevé. Les entreprises du commerce (4 milliards) et les banques (3 milliards) ont pris les deuxième et troisième rangs.

Les fonds sont venus presque exclusivement de l'UE (à 27). En effet, les entreprises de cette zone ont consacré 43 milliards de francs, contre 37 milliards en 2006, au renforcement de leurs implantations en Suisse. De tous les pays de l'UE, l'Allemagne est celui qui a le plus investi (15 milliards de francs). Ensuite, viennent les Pays-Bas (13 milliards de francs), l'Autriche (5 milliards) et le Luxembourg (3 milliards). Ces trois pays servent principalement de plaques-tournantes pour des investisseurs établis ailleurs; les fonds concernés proviennent généralement en grande partie des Etats-Unis, du Royaume-Uni et du Japon. En outre, les entreprises françaises ont investi 3 milliards de francs en Suisse. Comme l'année précédente, 4 milliards de francs ont afflué des entreprises nord-américaines.

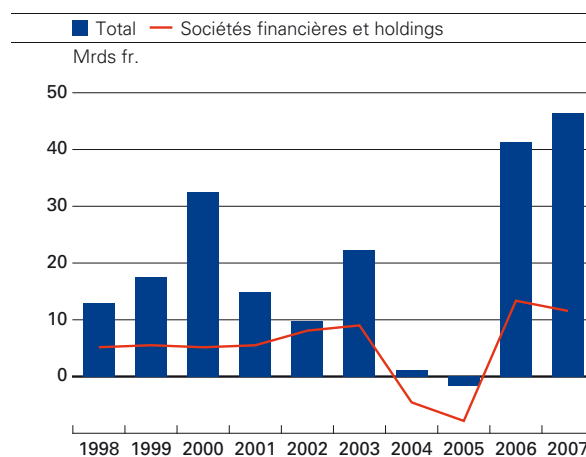
Graphique 19

Investissements directs en Suisse



Graphique 20

Investissements directs en Suisse



Investissements directs

En milliards de francs

Tableau 5

	2006	2007
Investissements directs suisses à l'étranger	94,3	56,7
Capital social	62,4	29,5
Bénéfices réinvestis	25,9	15,1
Crédits	6,0	12,1
Investissements directs étrangers en Suisse	41,3	46,4
Capital social	21,5	23,2
Bénéfices réinvestis	16,4	22,3
Crédits	3,4	0,9

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger

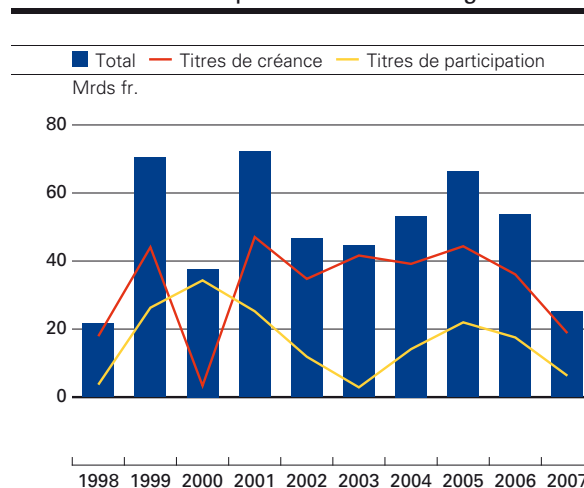
Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 25 milliards de francs, contre 54 milliards en 2006. Un montant aussi bas n'avait plus été observé depuis dix ans. Comme les années précédentes, les résidents ont investi en titres de créance et en parts de placements collectifs, mais vendu des actions. D'une année à l'autre, leurs achats nets de titres de créance ont diminué de moitié, passant à 19 milliards de francs. Du côté des titres de participation, on enregistre des achats nets de parts de placements collectifs, à hauteur de 14 milliards de francs, et des ventes nettes d'actions, à hauteur de 7 milliards. En 2007, les titres de créance ainsi acquis étaient libellés en euros pour moitié. Dans leurs achats de parts de placements collectifs, les résidents ont marqué une préférence pour les investissements en francs et en dollars des Etats-Unis.

Investissements de portefeuille en Suisse

Sur le marché suisse des actions, les rachats de titres et remboursements ont porté sur un montant atteignant plus du double de celui des émissions. Cette évolution s'est reflétée en grande partie dans les ventes nettes d'actions d'émetteurs suisses auxquelles les investisseurs étrangers ont procédé pour 9 milliards de francs. Du côté des emprunts obligataires d'émetteurs suisses, un reflux de fonds d'un milliard de francs a été enregistré. En revanche, les investisseurs étrangers ont placé 10 milliards de francs en parts de placements collectifs et 2 milliards en papiers monétaires. Au total, ils ont ainsi acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 2 milliards de francs. Dans les placements en titres de participation (actions et placements collectifs), on a observé des transferts vers les titres en euros et en dollars des Etats-Unis, au détriment de ceux qui sont libellés en francs.

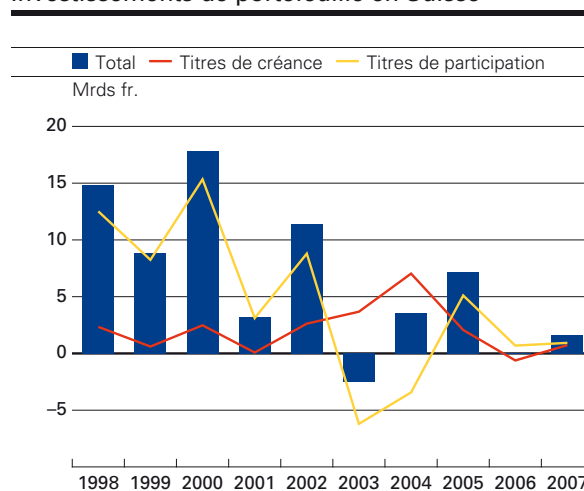
Graphique 21

Investissements de portefeuille à l'étranger



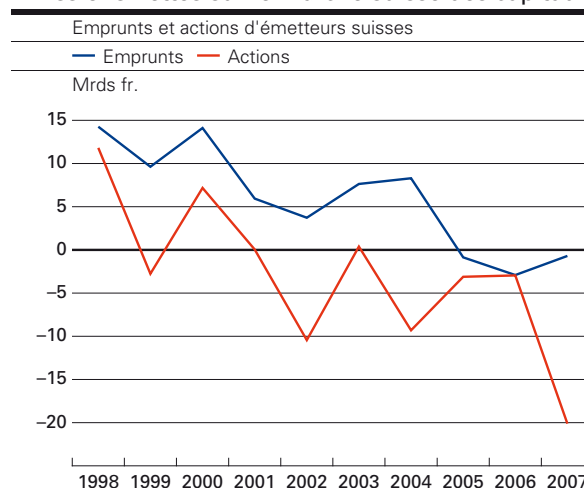
Graphique 22

Investissements de portefeuille en Suisse



Graphique 23

Emissions nettes sur le marché suisse des capitaux



Source pour les actions: Banque Vontobel SA

Produits dérivés et structurés

Ce poste recense les achats et ventes de produits structurés et les paiements nets effectués et reçus en rapport avec des produits dérivés. Les produits dérivés sont des opérations à terme qui reposent sur des contrats dont les valeurs sont dérivées d'une ou de plusieurs variables (sous-jacent ou *underlying*). Les produits structurés sont des créances combinant plusieurs instruments financiers: placements de base, tels qu'actions et obligations, et dérivés. De même, les purs certificats qui reproduisent l'évolution du cours d'un sous-jacent font également partie des produits structurés.

Les investisseurs suisses ont acquis des produits structurés d'émetteurs étrangers à hauteur de 9 milliards de francs, tandis que les investisseurs étrangers ont vendu des produits structurés d'émetteurs suisses pour un montant de 2 milliards. Du côté des produits dérivés, les paiements nets à l'étranger ont dépassé d'un milliard de francs les paiements nets de l'étranger. Au total, les mouvements de capitaux dans le domaine des produits dérivés et structurés se sont soldés par une exportation nette de fonds à hauteur de 13 milliards de francs, contre 4 milliards en 2006.

Produits dérivés et structurés

En milliards de francs

Tableau 6

	2006	2007
Produits dérivés		
Paiements nets à l'étranger	5.1	5.6
Paiements nets de l'étranger	4.1	4.5
Solde	-1.0	-1.1
Produits structurés		
Investissements à l'étranger	6.9	9.3
Investissements en Suisse	4.1	-2.3
Solde	-2.7	-11.6
Produits dérivés et structurés, solde	-3.7	-12.8

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

Dans les mouvements de capitaux des banques, on notera en particulier les très fortes entrées et sorties de fonds dans les opérations interbancaires. Les banques ont accordé des crédits à des banques à l'étranger pour 242 milliards de francs, contre 15 milliards l'année précédente. Simultanément, elles ont reçu de banques à l'étranger un montant de 292 milliards de francs (2006: 54 milliards). Ces exportations et importations de capitaux représentent environ 30% des stocks de créances et d'engagements que les banques avaient, à la fin de l'année, vis-à-vis des banques à l'étranger. Dans leurs opérations avec la clientèle, les banques ont accordé des crédits à des débiteurs à l'étranger pour 49 milliards de francs et reçu des dépôts de l'étranger pour 6 milliards. Au total, les opérations interbancaires ont engendré une importation de capitaux à hauteur de 51 milliards de francs, tandis que les opérations avec la clientèle ont conduit à une exportation de capitaux de 44 milliards de francs.

Crédits des entreprises

Ce poste groupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle des capitaux que des entreprises suisses investissent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les transactions que les sociétés financières effectuent sur le marché des capitaux jouent également un rôle important. Ce poste comprend également les engagements, liés aux opérations transfrontières, des compagnies d'assurances.

Les mouvements de capitaux au titre des crédits des entreprises ont porté sur des montants élevés, mais les entrées et sorties de fonds se sont en grande partie compensées. Les opérations des sociétés financières et holdings et celles des entreprises du commerce ont atteint des volumes particulièrement importants. Au total, les crédits des entreprises ont débouché sur une importation nette de capitaux de 3 milliards de francs, contre 16 milliards en 2006.

Crédits des banques commerciales

En milliards de francs

Tableau 7

	2006	2007
Crédits à l'étranger	33.4	290.9
à des banques à l'étranger	14.5	241.5
à la clientèle à l'étranger	18.8	49.4
Crédits de l'étranger	56.9	298.0
de banques à l'étranger	53.6	292.3
de la clientèle à l'étranger	3.3	5.8
Solde des opérations des banques avec l'étranger	23.5	7.1
avec les banques	39.1	50.7
avec la clientèle	-15.5	-43.6

Réserves monétaires

La Banque nationale a vendu 145 tonnes d'or au secteur privé. Ces ventes se sont déroulées dans le cadre du second accord sur l'or, du 8 mars 2004. L'or que les banques centrales vendent au secteur privé perd sa fonction de réserves monétaires (démonétisation de l'or). Aussi, dans la balance des paiements, ces ventes sont-elles comptabilisées sous le poste «Autres mouvements de capitaux» et non sous «Réserves monétaires». La Banque nationale a utilisé le produit des ventes d'or pour acquérir des titres, ce qui a entraîné un accroissement de 4 milliards de francs de ses avoirs en monnaies étrangères.

Réserves monétaires

En milliards de francs

Tableau 8

	2006	2007
Total	0.4	4.1
Or	-	-
Réserves de devises	0.6	4.2
Position de réserve au FMI	-0.5	-0.1
Moyens de paiement internationaux	0.2	0.0
Autres réserves monétaires	0.0	0.0

Erreurs et omissions nettes

Les erreurs et omissions nettes portent sur -17 milliards de francs, ce qui représente environ 1% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

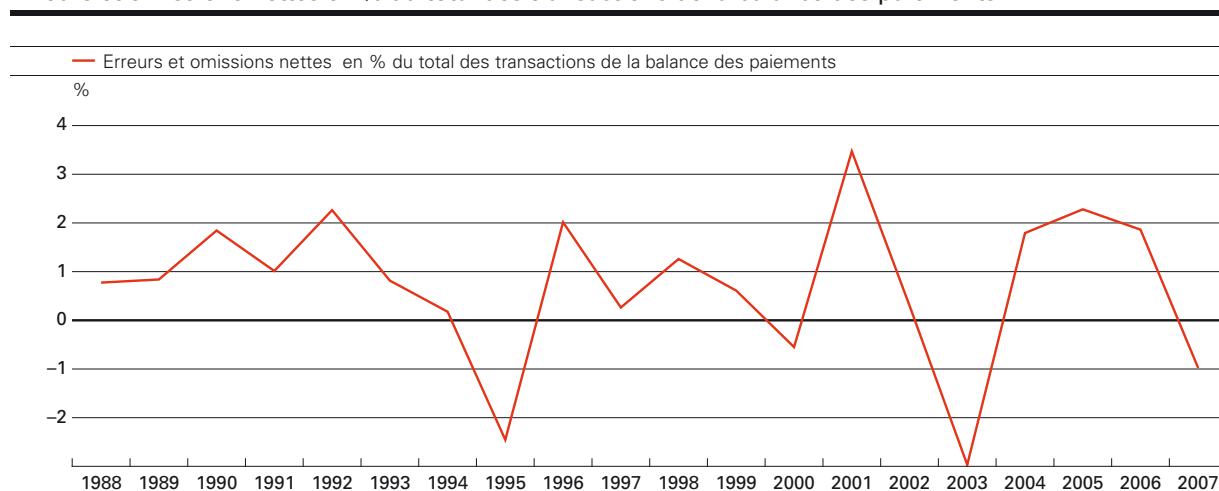
En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, puisque qu'elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double: toutes les transactions sont comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre le total des

recettes et le total des dépenses, différence qui est due à des lacunes et à des erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes. Une valeur négative de ce poste résiduel indique une surestimation des recettes de la balance des transactions courantes/importations de capitaux ou une sous-estimation des dépenses de la balance des transactions courantes/exportations de capitaux.

Les fortes fluctuations de ce poste résiduel de la balance suisse des paiements incitent à penser que les erreurs et omissions sont essentiellement dues à des lacunes dans la saisie des mouvements de capitaux.

Graphique 24

Erreurs et omissions nettes en % du total des transactions de la balance des paiements



Commentaires

Modifications par rapport à 2006

Biens: marchandises pour/de réparation

Depuis 2007, les recettes tirées des réparations effectuées en Suisse et les dépenses dues aux réparations effectuées à l'étranger sont prises en compte dans les échanges de biens.

Services: assurances privées

Les compagnies d'assurances fournissent des prestations en échange de primes. Une partie de ces primes est par conséquent comptabilisée dans les services. Le reste des primes ainsi que les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions sont pris en compte dans les transferts courants. Dans le domaine des assurances privées, une partie des primes provenant de l'étranger figure donc dans les exportations de services. Une partie des primes versées à des compagnies de réassurance étrangères (rétrocessions) est comptabilisée en tant qu'importations de services.

Les exportations de services sont dorénavant estimées sur la base des primes brutes et déduction faite des provisions (des données remontant jusqu'à l'année 2005 ont été établies selon cette méthode). Précédemment, l'estimation se fondait sur les primes nettes, soit les primes brutes moins les primes versées à des compagnies de réassurance étrangères (rétrocessions). Du fait de cette modification, une partie des primes versées à des compagnies de réassurance étrangères (rétrocessions) est elle aussi comptabilisée en tant qu'importations de services.

Services: services financiers des banques

Dans les services financiers des banques, seuls ceux qui font l'objet d'une rémunération directe, sous forme de commissions ou de droits, figuraient sous le poste «Commissions bancaires» des «Autres services». Dorénavant, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM ou *financial intermediation services indirectly measured* [FISIM]) sont eux aussi pris en compte, avec les commissions bancaires, dans les services financiers des banques. Précédemment, ils étaient implicitement contenus dans les «Opérations d'intérêts des banques», sous le poste «Autres revenus de capitaux». Les SIFIM sont des services financiers que les banques fournissent contre une rémunération indirecte qui est comprise dans les intérêts. Des données sur les SIFIM sont disponibles depuis 1983.

Revenus de capitaux – Autres revenus de capitaux: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM

Depuis que les SIFIM sont pris en compte dans les «Services» sous le poste «Services financiers des banques», ils font l'objet, et cela est nouveau, de compensations avec les opérations d'intérêts des banques. Des données sur ces opérations, après prise en compte des SIFIM, sont disponibles depuis 1983.

Revenus de capitaux – Autres revenus de capitaux: pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM

Les opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM, continuent à figurer dans la balance des paiements sous le poste «Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM». Ce poste indique les flux effectifs d'intérêts qui ont été enregistrés par les banques. Des données sur ce poste sont disponibles depuis 1983.

Revenus de capitaux – Autres revenus de capitaux: revenus de capitaux des compagnies d'assurances

Les revenus de capitaux que les compagnies d'assurances suisses tirent de leurs réserves techniques sont considérés comme des suppléments de primes qui reviennent aux assurés. Dans l'estimation des exportations de services, ces revenus de capitaux sont ajoutés aux primes brutes provenant de l'étranger. Comme ils reviennent aux assurés, ils sont comptabilisés également dans les dépenses au titre des revenus de capitaux. Dans la détermination des importations de services, les revenus de capitaux sur les réserves techniques sont estimés et comptabilisés en tant que recettes. Cette méthode de comptabilisation a été appliquée rétroactivement, soit depuis 2005.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1); depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour depuis 2002.

Autres biens

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, marchandises pour/de réparation, achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services d'assurance dans les opérations des « assurances sociales privées » et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce de transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers des banques (commissions et services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts: services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM ou *financial intermediation services indirectly measured* [FISIM]), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée

(< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM ou *financial intermediation services indirectly measured* [FISIM]); pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM, revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération, revenus de capitaux des compagnies d'assurances sur les réserves techniques ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.), variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts vers l'étranger effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des émigrants et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Sources pour la balance des transactions courantes

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et achats et ventes d'actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou en Suisse ou fonde une filiale ou une succursale. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces données proviennent des relevés trimestriels et annuels que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

Produits dérivés et structurés

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme sec, futures, swaps). Exportations de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger en rapport avec des opérations sur produits dérivés. Importations de capitaux: recettes perçues de contreparties à l'étranger en rapport avec des opérations sur produits dérivés. Ces données proviennent des relevés que les compagnies d'assurances remettent à la Banque nationale.

Une grande variété de produits structurés est offerte sur le marché. Les produits structurés sont fré-

quemment subdivisés en produits de participation (certificats), produits à rendement maximal (certificats, *convertibles*) et produits à capital garanti (avec ou sans *cap*). Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats moins les ventes et les remboursements. Les données sont tirées des relevés des banques sur les achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à des débiteurs non résidents: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse sur leurs opérations avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des entreprises

Crédits à des débiteurs non résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Autres mouvements de capitaux: crédits des collectivités publiques

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques envers l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits de la Banque nationale

Crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des banques à l'étranger et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des relevés des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que ventes d'or de la BNS au secteur privé. Les importations de métaux précieux à des fins artisanales et industrielles comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Variation des participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque suisses à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans

les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1 300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées à la fin de mars 2005. Dans le cadre du second accord sur l'or conclu en 2004 entre banques centrales, la Banque nationale vend, depuis 2007, 250 tonnes d'or supplémentaires au secteur privé à l'étranger. Ces ventes d'or ne sont pas comptabilisées sous le poste «Réserves monétaires». Seules les opérations sur or passées avec d'autres banques centrales doivent figurer dans les réserves monétaires. La balance des paiements distingue deux étapes dans les ventes d'or au secteur privé: le transfert de réserves monétaires vers de l'or non monétaire (démonétisation), puis la vente d'or non monétaire au secteur privé à l'étranger. Le transfert n'est pas indiqué dans la balance des paiements. Les ventes d'or non monétaire sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant qu'importations de capitaux, sous le poste «Autres investissements». Le produit des ventes d'or est placé en devises.

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette:

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette de la Suisse. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Bases méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les bases méthodologiques de la balance des paiements sont tirées d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) ainsi que sur les réserves monétaires internationales.

Erreurs et omissions (poste résiduel)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des flux venant de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des flux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence découle de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces trois balances partielles sont reliées entre elles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions couran-

tes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des comptes nationaux correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements, soldes	Comptes nationaux			
Biens	Contribution de l'extérieur au produit intérieur brut	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
+ Services				
= Biens et services				
+ Revenus				
= Biens, services et revenus				
+ Transferts courants				
= Balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital				
= Balance des transactions courantes et transferts en capital				
Mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs¹

Définition des pays

France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
Emirats arabes unis	Aboû Dabi, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Belgique, Danemark, Allemagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Suède, Espagne et Royaume-Uni; y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre depuis 2004, ainsi que Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006 y compris Bulgarie et Roumanie. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2003 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous Publications.

Tableaux

Page	Tableau
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Biens
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Explication des signes

Donnée non connue, confidentielle, non pertinente, plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante).

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la balance des paiements. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des investissements directs. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur la balance des paiements.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la balance des paiements sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Balance suisse des paiements* (rapport annuel). Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Balance suisse des paiements, aperçu¹

En milliards de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Balance des transactions courantes					
Balance des transactions courantes, solde	56.2	58.2	63.0	70.6	68.3
Biens, solde	4.3	6.7	3.0	5.1	9.4
Commerce spécial ² , solde	6.9	9.3	7.9	12.1	14.0
Recettes	135.5	146.3	157.0	177.5	197.5
Dépenses	- 128.6	- 137.0	- 149.1	- 165.4	- 183.6
Autres postes, solde	- 2.6	- 2.6	- 4.9	- 7.0	- 4.6
Services, solde	26.9	28.2	31.5	38.0	44.1
Tourisme, solde	2.3	1.9	1.5	2.0	2.3
Recettes	11.6	11.9	12.5	13.5	14.6
Dépenses	- 9.3	- 10.1	- 11.0	- 11.6	- 12.3
Services financiers des banques, solde	12.6	13.2	16.2	18.7	22.4
Recettes	13.5	14.2	17.5	20.3	24.6
Dépenses	- 0.9	- 1.1	- 1.3	- 1.6	- 2.1
Autres services, solde	11.9	13.1	13.8	17.3	19.4
Revenus du travail et de capitaux, solde	32.6	31.4	42.3	39.3	26.1
Revenus du travail, solde	- 9.7	- 10.0	- 10.4	- 11.2	- 12.4
Recettes	2.1	2.1	2.0	2.1	2.1
Dépenses	- 11.7	- 12.2	- 12.4	- 13.4	- 14.5
Revenus de capitaux, solde	42.3	41.5	52.7	50.5	38.5
Recettes	82.4	86.7	125.7	134.2	154.3
Investissements de portefeuille	22.0	23.2	26.5	30.8	37.0
Investissements directs	43.6	48.9	76.5	68.4	64.0
Autres revenus de capitaux	16.8	14.6	22.7	35.0	53.2
Dépenses	- 40.2	- 45.2	- 73.0	- 83.7	- 115.8
Investissements de portefeuille	- 10.9	- 11.9	- 13.8	- 16.9	- 20.6
Investissements directs	- 14.5	- 19.5	- 36.1	- 30.2	- 40.0
Autres revenus de capitaux	- 14.9	- 13.9	- 23.1	- 36.6	- 55.2
Transferts courants, solde	- 7.6	- 8.1	- 13.8	- 11.7	- 11.3
Transferts en capital					
Transferts en capital, solde	- 0.9	- 1.8	- 0.8	- 3.5	- 2.8
Mouvements de capitaux					
Mouvements de capitaux, solde	- 35.2	- 70.3	- 85.8	- 88.4	- 48.1
Investissements directs, solde	1.4	- 31.5	- 66.1	- 53.0	- 10.3
Investissements directs suisses à l'étranger	- 20.8	- 32.7	- 64.4	- 94.3	- 56.7
Capital social	- 5.6	- 11.6	- 22.7	- 62.4	- 29.5
Bénéfices réinvestis	- 16.1	- 21.2	- 41.0	- 25.9	- 15.1
Crédits	0.9	0.1	- 0.7	- 6.0	- 12.1
Investissements directs étrangers en Suisse	22.2	1.2	- 1.7	41.3	46.4
Capital social	11.7	- 3.2	- 0.5	21.5	23.2
Bénéfices réinvestis	3.8	8.4	- 2.8	16.4	22.3
Crédits	6.8	- 4.0	1.6	3.4	0.9
Investissements de portefeuille, solde	- 47.0	- 49.7	- 59.2	- 53.5	- 23.3
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 44.5	- 53.3	- 66.3	- 53.6	- 25.0
Titres de créance	- 41.6	- 39.2	- 44.3	- 36.1	- 18.7
Emprunts obligataires et notes	- 32.9	- 48.5	- 48.5	- 46.4	- 33.8
Papiers monétaires	- 8.7	9.3	4.2	10.3	15.1
Titres de participation	- 2.9	- 14.1	- 22.0	- 17.5	- 6.3
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	- 2.5	3.6	7.2	0.1	1.7
Titres de créance	3.7	7.0	2.1	- 0.6	1.1
Emprunts obligataires et notes	2.2	5.3	- 1.5	- 1.0	- 0.6
Papiers monétaires	1.5	1.8	3.5	0.3	1.7
Titres de participation	- 6.2	- 3.4	5.1	0.7	0.6

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5

Mouvements de capitaux (suite)

Produits dérivés et structurés, solde	.	.	.	- 3.7	- 12.8
Autres mouvements de capitaux, solde	14.9	12.8	16.8	22.2	2.2
Crédits des banques commerciales, solde	- 6.8	16.9	1.9	23.5	7.1
Crédits à l'étranger	- 14.0	- 16.9	- 73.5	- 33.4	- 290.9
Crédits à des banques	- 4.3	19.6	- 71.4	- 14.5	- 241.5
Autres crédits	- 9.7	- 36.5	- 2.0	- 18.8	- 49.4
Crédits de l'étranger	7.2	33.8	75.4	56.9	298.0
Crédits de banques	- 12.9	29.2	72.4	53.6	292.3
Autres crédits	20.1	4.7	3.0	3.3	5.8
Crédits des entreprises ³ , solde	6.1	- 12.7	16.9	15.6	3.3
Crédits à l'étranger	- 2.8	- 13.0	3.4	3.8	- 40.6
Crédits de l'étranger	8.9	0.3	13.5	11.9	43.8
Crédits des collectivités publiques, solde	- 0.1	0.4	0.1	0.5	3.1
Crédits de la Banque nationale, solde	- 0.1	- 0.3	- 1.2	0.5	0.0
Autres investissements, solde	15.8	8.5	- 0.9	- 17.9	- 11.2
Réserves monétaires, total	- 4.5	- 1.9	22.7	- 0.4	- 4.1

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions nettes, poste résiduel	- 20.1	13.8	23.6	21.3	- 17.4
--	---------------	-------------	-------------	-------------	---------------

¹ Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

² Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés dans les Autres postes jusqu'en 2001.

³ Les crédits au sein de groupes entrent dans les investissements directs.

2.1 Biens

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Commerce spécial ¹						
Recettes	135 472	146 312	156 977	177 475	197 533	11.3
Dépenses	128 596	136 987	149 094	165 410	183 578	11.0
Solde	6 877	9 326	7 883	12 065	13 955	.
dont						
Energie électrique						
Recettes	2 412	2 386	2 897	3 953	4 197	6.2
Dépenses	1 357	1 289	2 183	2 912	3 040	4.4
Solde	1 055	1 097	714	1 041	1 157	.
Autres biens ²						
Recettes	6 150	6 923	6 490	8 174	9 500	16.2
Dépenses	8 708	9 544	11 369	15 174	14 084	- 7.2
Solde	- 2 558	- 2 621	- 4 879	- 7 000	- 4 584	.
Total						
Recettes	141 622	153 235	163 468	185 649	207 033	11.5
Dépenses	137 304	146 531	160 463	180 584	197 662	9.5
Solde	4 318	6 705	3 004	5 065	9 371	.

¹ Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les Autres biens.

Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

² Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans le Commerce spécial.

3.1 Services

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Tourisme, total						
Recettes	11 609	11 935	12 477	13 544	14 623	8.0
Dépenses	9 268	10 080	10 975	11 556	12 298	6.4
Solde	2 341	1 856	1 502	1 988	2 325	.
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	7 569	7 849	8 162	8 910	9 880	10.9
Dépenses	6 816	7 668	8 282	9 006	9 899	9.9
Solde	752	180	- 120	- 95	- 20	.
Trafic journalier et de transit et autres services touristiques						
Recettes	2 499	2 546	2 787	3 024	3 084	2.0
Dépenses	2 432	2 391	2 673	2 528	2 374	- 6.1
Solde	67	155	114	496	710	.
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	1 541	1 540	1 528	1 610	1 659	3.0
Dépenses	19	20	21	22	24	8.1
Solde	1 522	1 520	1 507	1 588	1 635	.
Assurances privées						
Recettes	4 659	4 846	4 172	4 668	5 813	24.5
Dépenses	142	140	350	467	628	34.4
Solde	4 517	4 706	3 822	4 201	5 185	.
Commerce de transit						
Recettes	2 444	4 552	5 863	8 811	10 685	21.3
Transports, total						
Recettes	4 934	4 991	5 234	5 693	6 549	15.1
Dépenses	3 513	3 649	3 574	3 895	4 324	11.0
Solde	1 422	1 341	1 660	1 797	2 226	.
Personnes						
Recettes	2 531	2 249	2 362	2 647	3 106	17.3
Dépenses	2 330	2 262	2 232	2 440	2 620	7.4
Solde	201	- 13	130	207	486	.
Marchandises						
Recettes	913	870	1 005	1 036	1 162	12.2
Dépenses ¹	—	—	—	—	—	.
Solde	913	870	1 005	1 036	1 162	.
Autres services en matière de transports						
Recettes	1 490	1 871	1 867	2 010	2 281	13.5
Dépenses	1 183	1 388	1 342	1 456	1 704	17.1
Solde	307	483	525	554	578	.
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 312	1 521	1 473	1 380	1 281	- 7.2
Dépenses	1 307	1 405	1 163	1 005	959	- 4.6
Solde	5	116	310	375	322	.

3.1 Services (suite)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Autres services, total						
Recettes	23 856	26 737	32 750	35 175	40 579	15.4
Dépenses	7 711	11 130	14 421	14 389	17 178	19.4
Solde	16 145	15 607	18 329	20 786	23 402	.
Services financiers des banques						
Recettes	13 530	14 241	17 546	20 269	24 571	21.2
Dépenses	898	1 064	1 315	1 605	2 143	33.5
Solde	12 632	13 177	16 231	18 664	22 428	.
Services à contenu technologique						
Recettes	6 140	8 370	11 030	10 264	11 111	8.3
Dépenses	6 455	9 185	12 023	11 454	13 680	19.4
Solde	- 315	- 815	- 993	- 1 190	- 2 569	.
dont						
Licences et brevets						
Recettes	5 920	8 117	10 717	9 905	10 711	8.1
Dépenses	6 275	8 986	11 798	11 210	13 409	19.6
Solde	- 356	- 869	- 1 082	- 1 306	- 2 698	.
Divers services						
Recettes	4 187	4 126	4 173	4 643	4 898	5.5
Dépenses	359	881	1 082	1 331	1 355	1.9
Solde	3 828	3 245	3 090	3 312	3 543	.
Total						
Recettes	48 814	54 582	61 967	69 272	79 531	14.8
Dépenses	21 941	26 404	30 483	31 313	35 386	13.0
Solde	26 873	28 178	31 485	37 958	44 145	.

¹ Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Revenus du travail						
Recettes	2 064	2 106	2 022	2 124	2 090	- 1.6
Dépenses	11 727	12 155	12 411	13 354	14 527	8.8
Solde	- 9 663	- 10 049	- 10 390	- 11 230	- 12 437	.
Revenus de capitaux, total						
Recettes	82 443	86 706	125 735	134 188	154 294	15.0
Dépenses	40 187	45 245	73 012	83 668	115 759	38.4
Solde	42 257	41 461	52 723	50 520	38 535	.
Investissements de portefeuille						
Recettes	22 023	23 193	26 476	30 821	37 044	20.2
Dépenses	10 852	11 858	13 791	16 901	20 560	21.6
Solde	11 171	11 335	12 685	13 920	16 484	.
Investissements directs						
Recettes	43 577	48 945	76 523	68 416	64 029	- 6.4
Dépenses	14 451	19 526	36 107	30 152	40 039	32.8
Solde	29 126	29 419	40 416	38 264	23 990	.
Autres revenus de capitaux						
Recettes	16 843	14 568	22 736	34 952	53 221	52.3
Dépenses	14 884	13 861	23 114	36 615	55 160	50.6
Solde	1 959	707	- 378	- 1 663	- 1 939	.
dont						
Opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM ¹						
Recettes	14 043	11 623	19 240	31 121	48 417	55.6
Dépenses	13 243	11 750	19 174	31 774	49 552	55.9
Solde	800	- 127	66	- 654	- 1 135	.
Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM ¹						
Recettes	15 114	12 817	20 803	32 766	49 981	52.5
Dépenses	12 065	10 405	17 199	29 503	47 072	59.5
Solde	3 048	2 413	3 604	3 263	2 909	.
Total						
Recettes	84 507	88 812	127 756	136 312	156 384	14.7
Dépenses	51 914	57 400	85 423	97 022	130 286	34.3
Solde	32 593	31 412	42 333	39 290	26 098	.

¹ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM (*Financial Intermediation Services Indirectly Measured, FISIM*): il s'agit de services financiers des banques, qui sont bonifiés indirectement avec les intérêts. Les SIFIM figurent avec les commissions bancaires dans les services financiers des banques.

5.1 Transferts courants

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Transferts du secteur privé, total						
Recettes	14 643	14 591	15 894	18 144	23 194	27.8
Dépenses	18 999	19 047	26 064	26 480	31 019	17.1
dont						
Transferts d'immigrés	3 689	3 900	4 158	4 658	4 988	7.1
Solde	- 4 355	- 4 456	- 10 170	- 8 336	- 7 825	.
Transferts du secteur public, total						
Recettes	3 108	3 141	3 516	3 946	4 203	6.5
Dépenses	6 340	6 782	7 138	7 312	7 645	4.6
Solde	- 3 231	- 3 641	- 3 622	- 3 365	- 3 443	.
Assurances sociales						
Recettes	1 325	1 371	1 418	1 505	1 642	9.1
Dépenses	4 127	4 301	4 577	4 745	5 008	5.5
Solde	- 2 802	- 2 931	- 3 159	- 3 240	- 3 365	.
Etat						
Recettes	1 783	1 771	2 098	2 442	2 560	4.9
Dépenses	2 213	2 481	2 561	2 567	2 638	2.8
Solde	- 429	- 711	- 463	- 125	- 78	.
Total						
Recettes	17 752	17 732	19 410	22 091	27 397	24.0
Dépenses	25 338	25 829	33 202	33 792	38 664	14.4
Solde	- 7 587	- 8 097	- 13 792	- 11 701	- 11 267	.

6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Industrie	6 425	21 620	27 763	55 824	19 172
Textile et habillement ^{5, 6}	813	- 56	- 1 683	2 485	4 659
Chimie et plastique	3 238	11 893	20 770	23 203	5 121
Métallurgie et machines	1 433	2 053	798	9 804	2 656
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 3 247	836	1 048	3 564	39
Autres industries et construction ⁷	4 189	6 894	6 830	16 769	6 698
Services	14 369	11 046	36 621	38 448	37 507
Commerce	- 617	1 387	8 260	- 3 340	- 711
Sociétés financières et holdings	7 359	1 940	10 443	8 905	17 407
dont					
en mains suisses ⁸	2 663	- 306	1 993	3 658	4 659
en mains étrangères ⁹	4 696	2 246	8 450	5 247	12 749
Banques	6 176	3 225	8 383	21 907	12 185
Assurances	1 414	3 815	5 893	8 937	- 3 477
Transports et communications ¹⁰	- 540	- 47	1 317	1 325	7 172
Autres services ¹¹	576	726	2 325	716	4 931
Total	20 795	32 666	64 384	94 273	56 679
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	16 098	30 421	55 934	89 026	43 930

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Europe	9 437	14 550	24 649	38 362	34 614
UE ⁵	6 524	14 911	20 963	36 214	28 250
Reste de l'Europe ⁶	2 912	- 361	3 687	2 148	6 364
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	7	- 14	79	75	64
Belgique	2 634	786	- 2 981	182	- 627
Bulgarie	37	29	78	57	96
Danemark	485	220	- 416	561	- 812
Allemagne	304	98	8 259	8 798	2 153
Finlande	16	405	- 14	406	334
France ⁸	- 1 873	3 197	1 909	1 622	1 029
Grèce	369	108	282	538	849
Irlande	33	- 511	1 493	9 326	1 756
Italie	- 1 877	154	900	1 695	7 903
Croatie	64	50	51	69	182
Luxembourg	4 352	- 302	- 3 266	7 777	12 532
Pays-Bas	583	3 785	8 877	- 6 183	- 2 952
Norvège	.	- 1 975	261	200	- 189
Autriche	595	627	605	1 730	154
Pologne	117	340	465	460	510
Portugal	- 266	45	- 21	1 854	- 1 034
Roumanie	86	108	154	330	- 124
Fédération de Russie	- 21	294	887	1 381	672
Suède	401	737	- 2 020	- 501	- 172
Slovaquie	- 4	93	31	78	37
Espagne	27	471	2 699	961	- 1 658
République tchèque	- 496	366	822	- 266	303
Turquie	51	213	722	42	252
Ukraine	69	180	192	685	190
Hongrie	132	- 65	564	273	- 1 036
Royaume-Uni ⁹	741	4 597	2 639	6 796	8 288
Centres financiers offshore ¹⁰	2 855	661	1 212	- 765	5 399
Amérique du Nord	6 769	8 878	22 832	23 251	- 4 377
Canada	353	3 141	6 077	1 907	2 433
Etats-Unis	6 416	5 737	16 755	21 344	- 6 809
Amérique centrale et du Sud	3 753	3 281	7 465	20 370	15 254
dont					
Argentine	345	62	407	10	221
Bolivie	10	3	8	0	40
Brésil	163	444	662	3 751	11 735
Chili	- 14	31	96	152	- 129
Costa Rica	85	38	476	646	755
Equateur	14	15	50	- 38	49
Guatemala	13	1	0	14	- 0
Colombie	- 19	12	119	- 99	3
Mexique	- 61	155	107	757	269
Pérou	- 61	100	- 34	- 26	87
Uruguay	33	80	135	132	130
Venezuela	178	97	90	181	217
Centres financiers offshore ¹¹	3 943	2 081	3 369	15 354	922

2003	2004	2005	2006	2007
1	2	3	4	5

Asie	128	5 180	6 757	10 319	8 656
dont					
Bangladesh	- 0	19	- 3	13	- 16
Chine (Rép. pop.)	- 188	196	829	920	562
Hong Kong	101	- 144	607	1 154	757
Inde	140	164	248	370	664
Indonésie	- 32	2	108	25	99
Israël	44	47	80	154	45
Japon	- 165	1 045	113	644	1 678
Corée (Sud)	6	22	670	498	754
Malaisie	209	- 3	- 76	109	51
Pakistan	21	220	183	296	267
Philippines	- 62	- 212	775	584	367
Arabie saoudite	- 18	- 19	108	69	16
Singapour	- 202	3 687	2 162	4 442	3 602
Sri Lanka	- 14	6	10	6	14
Taiwan	45	55	189	116	- 129
Thaïlande	180	124	285	509	208
Emirats arabes unis	- 22	4	- 47	178	- 122
Vietnam	25	8	- 22	48	2
Afrique	- 248	- 372	1 731	781	1 208
dont					
Egypte	31	28	276	161	- 46
Côte d'Ivoire	4	- 16	- 2	77	6
Kenya	- 2	11	13	21	8
Maroc	34	6	59	34	23
Nigéria	26	3	- 6	19	22
Afrique du Sud	- 243	- 72	1 095	402	970
Tunisie	- 9	4	6	- 5	6
Océanie	957	1 150	949	1 189	1 323
dont					
Australie	992	1 138	869	1 123	1 198
Nouvelle-Zélande	- 54	9	58	38	109
Ensemble des pays	20 795	32 666	64 384	94 273	56 679

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Industrie	6 650	3 000	1 037	14 273	24 454
Chimie et plastique	2 522	2 545	955	4 724	18 178
Métallurgie et machines	1 797	443	- 122	8 224	4 762
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 953	286	- 192	1 523	1 372
Autres industries et construction	378	- 273	395	- 198	142
Services	15 575	- 1 841	- 2 719	27 014	21 968
Commerce	4 409	1 773	926	1 356	4 281
Sociétés financières et holdings	9 012	- 4 550	- 7 815	13 358	11 564
Banques ⁴	733	198	1 261	1 552	2 985
Assurances	467	- 106	309	13 370	1 973
Transports et communications ⁵	807	- 280	1 870	- 2 065	1 091
Autres services ⁶	146	1 125	730	- 558	74
Total	22 224	1 159	- 1 682	41 286	46 422

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Europe	14 159	- 3 924	22 771	36 741	42 253
UE ⁴	14 125	- 4 034	22 803	36 647	42 809
Reste de l'Europe ⁵	34	110	- 31	95	- 556
Pays sélectionnés					
Belgique	4 807	320	- 1 073	107	992
Danemark	- 33	314	1 037	924	622
Allemagne	- 21	- 295	768	1 074	15 387
France ⁶	939	784	2 158	13 886	2 677
Italie	- 96	- 2 131	211	386	723
Luxembourg	314	574	- 278	3 409	2 911
Pays-Bas	6 025	- 2 437	9 102	15 708	13 154
Autriche	- 9	735	9 826	2 534	5 083
Suède	244	- 25	- 913	133	721
Espagne	29	122	500	58	87
Royaume-Uni ⁷	1 765	- 1 874	1 370	- 1 906	393
Amérique du Nord	7 213	7 007	- 25 318	4 292	4 177
Canada	290	111	- 455	311	958
Etats-Unis	6 923	6 896	- 24 863	3 980	3 219
Amérique centrale et du Sud	932	- 1 400	878	135	- 5
dont					
Centres financiers offshore ⁸	941	- 1 967	653	113	9
Asie, Afrique et Océanie	- 79	- 524	- 14	118	- 2
dont					
Israël	26	33	62	54	35
Japon	- 263	- 229	- 117	- 90	9
Ensemble des pays	22 224	1 159	- 1 682	41 286	46 422

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

⁸ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres¹

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 44 495	- 53 270	- 66 323	- 53 610	- 25 008
Titres de créance	- 41 623	- 39 160	- 44 345	- 36 073	- 18 715
Emprunts obligataires et notes	- 32 882	- 48 509	- 48 521	- 46 377	- 33 804
Papiers monétaires	- 8 741	9 349	4 176	10 304	15 089
Titres de participation	- 2 872	- 14 110	- 21 977	- 17 537	- 6 293
Actions	556	- 2 395	6 104	5 411	7 279
Placements collectifs	- 3 428	- 11 715	- 28 081	- 22 948	- 13 572
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	- 2 527	3 597	7 172	72	1 700
Titres de créance	3 676	7 031	2 065	- 618	1 116
Emprunts obligataires et notes	2 180	5 264	- 1 466	- 953	- 612
Collectivités publiques	509	2 643	- 1 143	- 1 583	- 466
Autres	1 671	2 620	- 324	631	- 146
Papiers monétaires	1 496	1 768	3 532	334	1 729
Titres de participation	- 6 203	- 3 434	5 106	690	584
Actions	- 5 635	- 6 731	- 2 794	- 5 549	- 9 040
Placements collectifs	- 568	3 296	7 900	6 239	9 624
Solde	- 47 022	- 49 673	- 59 151	- 53 538	- 23 308

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 44 495	- 53 270	- 66 323	- 53 610	- 25 008
Titres de créance	- 41 623	- 39 160	- 44 345	- 36 073	- 18 715
CHF	- 26 370	- 15 702	- 12 241	- 12 649	- 5 912
EUR	- 8 528	- 8 429	- 10 405	- 18 363	- 9 401
USD	- 3 194	- 7 314	- 14 561	- 1 046	767
Autres	- 3 532	- 7 715	- 7 139	- 4 015	- 4 168
Titres de participation	- 2 872	- 14 110	- 21 977	- 17 537	- 6 293
CHF	319	- 2 207	- 5 514	- 6 655	- 2 416
EUR	2 850	- 3 018	- 9 141	- 1 147	- 1 518
USD	- 4 414	- 7 493	- 4 953	- 10 060	- 2 855
Autres	- 1 627	- 1 393	- 2 369	325	495
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	- 2 527	3 597	7 172	72	1 700
Titres de créance	3 676	7 031	2 065	- 618	1 116
CHF	3 277	5 979	1 775	- 688	529
EUR	- 281	134	- 146	- 50	452
USD	475	731	349	82	89
Autres	206	186	87	37	46
Titres de participation	- 6 203	- 3 434	5 106	690	584
CHF	- 5 557	- 5 725	- 4 660	- 7 254	- 9 882
EUR	188	2 401	6 381	2 409	2 602
USD	- 549	78	3 225	5 627	8 182
Autres	- 285	- 189	160	- 93	- 319
Solde	- 47 022	- 49 673	- 59 151	- 53 538	- 23 308

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 13 978	- 16 914	- 73 460	- 33 352	- 290 922
CHF	- 2 575	- 996	408	- 2 429	- 13 757
USD	- 25 864	- 36 548	- 69 313	- 31 920	44 234
EUR	- 11 623	17 504	- 2 245	13 200	- 36 493
Autres monnaies	23 776	3 884	- 772	- 10 450	- 285 928
Toutes les monnaies	- 16 286	- 16 156	- 71 922	- 31 599	- 291 944
Métaux précieux	2 308	- 758	- 1 539	- 1 753	1 022
Crédits de l'étranger	7 196	33 803	75 374	56 883	298 014
CHF	- 756	- 5 555	9 117	1 727	8 742
USD	- 13 572	61 897	40 170	- 11 611	117 397
EUR	35 703	1 005	2 884	44 938	- 38 026
Autres monnaies	- 13 702	- 25 037	22 526	17 499	210 652
Toutes les monnaies	7 673	32 310	74 697	52 553	298 766
Métaux précieux	- 477	1 493	677	4 330	- 751
Solde	- 6 783	16 889	1 914	23 531	7 092
CHF	- 3 331	- 6 551	9 525	- 702	- 5 015
USD	- 39 436	25 349	- 29 143	- 43 531	161 631
EUR	24 080	18 509	639	58 138	- 74 519
Autres monnaies	10 074	- 21 153	21 755	7 048	- 75 275
Toutes les monnaies	- 8 614	16 154	2 775	20 954	6 822
Métaux précieux	1 831	735	- 862	2 578	271

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches^{1, 2, 3}

En millions de francs

	2003	2004	2005	2006	2007
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 2 849	- 12 955	3 357	3 767	- 40 564
Industrie	- 1 218	2 381	2 995	166	- 1 924
Chimie et plastique	2 706	60	2 225	- 537	- 976
Métallurgie et machines	511	- 825	596	237	- 160
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 4 311	3 016	- 56	405	- 653
Autres industries et construction	- 124	131	230	61	- 134
Services	- 1 631	- 15 336	362	3 602	- 38 641
Commerce	- 1 900	- 5 681	- 5 205	- 1 273	- 10 213
Sociétés financières et holdings	- 1 084	- 4 525	10 156	773	- 24 582
Assurances	1 965	- 5 017	- 4 595	3 996	- 3 390
Transports et communications	274	45	716	- 107	- 242
Autres services	- 886	- 159	- 711	213	- 214
Crédits de l'étranger	8 920	280	13 531	11 871	43 839
Industrie	826	- 3 002	256	- 51	2 116
Chimie et plastique	- 363	- 4 301	416	714	- 1 152
Métallurgie et machines	- 219	666	- 313	286	273
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 015	132	141	- 983	2 054
Autres industries et construction	392	501	12	- 68	940
Services	8 094	3 282	13 275	11 921	41 724
Commerce	500	2 604	6 317	176	17 479
Sociétés financières et holdings	- 53	701	- 1 185	11 414	14 082
Assurances	7 418	438	7 885	- 490	8 149
Transports et communications	172	- 128	85	12	297
Autres services	57	- 334	173	809	1 717
Solde	6 071	- 12 674	16 888	15 638	3 275
Industrie	- 392	- 620	3 251	115	192
Services	6 463	- 12 054	13 637	15 523	3 083

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE), et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs.

³ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements.

Renseignements

bop@snb.ch

